coordination
1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 septembre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "déterminant, d'après les catégories de volontaires, les modalités particulières qui régissent les diverses espèces d'engagement et de rengagement, le terme de service actif imposé aux engagés et la durée du service imposée aux rengagés", a donné en sa séance du 20 octobre 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e September 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "waarbij, naar gelang van de categorieën van vrijwilligers, de bijzondere modaliteiten betreffende de verschillende soorten van dienstneming en wederdienstneming, de werkelijke diensttijd van de dienstnemenden en de duur van de aan de wederdienstnemenden opgelegde dienst worden bepaald", heeft ter zitting van 20 October 1952 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 1er dispose que la durée de l'engagement à la force terrestre et à la force navale est de trois ans et, dans certains cas exceptionnels, de cinq ans au maximum.

Il ressort des explications données au Conseil d'Etat qu'il est prévu pour la force aérienne un régime différent de celui des autres forces afin de ne pas obliger un militaire qui a fait plus de trois ans de service comme engagé, à devoir, en cas de résiliation de son engagement, effectuer encore son terme de milice, comme l'y oblige l'article 83, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1951.

Dans la mesure où ces régimes différents s'appliquent à des situations identiques, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet témoigne d'un manque de coordination.

II.

Les articles 4, alinéa 3, 6, 1) , alinéa 2, et 11 du projet reprennent les dispositions des articles 10 et 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 septembre 1952. Ces dispositions doivent être omises car il est peu souhaitable de voir apparaître dans un arrêté ministériel des dispositions prises par le Roi.

.../...

III.

L'article 17 de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 dispose que le Ministre peut prescrire dans certaines circonstances et suivant les modalités qu'il détermine, des rengagements à court terme.

L'article 8 du projet a comme unique objet de rappeler que le Ministre précisera, pour chacun de ces recrutements, les conditions qui devront être remplies.

Cette disposition ne revêtant aucun caractère réglementaire, peut être omise.

IV.

L'article 9, alinéa 2,du projet entend faire signer par l'ouvrier militaire salarié un rengagement de durée illimitée à partir de la réussite d'une épreuve d'admission définitive. Cette épreuve n'étant pas prévue par le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée , approuvé par l'arrêté royal du 26 août 1939, toujours en vigueur, cette disposition doit être omise.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaires et qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE MINISTERIEL FIXANT LA DUREE DES ENGAGEMENTS ET DES RENGAGEMENTS VOLONTAIRES.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment l'article 79;

Vu le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée, approuvé par l'arrêté royal du 26 août 1939, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE 1er. - DES ENGAGEMENTS.

Article 1er.-

La durée de l'engagement à la force terrestre et à la force navale est de trois ans.

Toutefois, une durée déterminée, qui ne peut excéder cinq ans, peut être imposée lors de l'appel des candidats lorsque les nécessités de l'encadrement, les exigences de fonctions spéciales ou d'études le justifient.

.../...

Article 2.-

La durée de l'engagement dans le personnel navigant de la force aérienne est de deux ans; en même temps que leur engagement, les candidats doivent signer un rengagement de trois ans prenant cours à la fin de leur engagement.

La durée de l'engagement dans le personnel technicien ou d'administration de la force aérienne est de trois ans; si les candidats sont appelés à remplir des fonctions spécialisées déterminées lors de l'appel des candidats, ils doivent signer en même temps que leur engagement un rengagement d'un an prenant cours à la fin de leur engagement.

Article 3.-

La durée de l'engagement des candidats-élèves aux écoles attachées à l'une des trois forces est de trois ans; en même temps que leur engagement, les candidats doivent signer un rengagement de deux ans prenant cours à la fin de leur engagement.

Article 4.-

L'engagement ou le rengagement de l'élève d'une des écoles attachées à la force terrestre, à la force navale et aux catégories du personnel technicien ou d'administration de la force aérienne, qui, par suite d'échec, ne peut plus poursuivre ses études, peut être résilié moyennant un préavis de trois mois par application de l'arrêté royal du 3 septembre 1952.

.../...

Toutefois, sur avis des supérieurs hiérarchiques, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser cet élève à terminer son terme d'engagement et de rengagement dans une unité d'une des trois forces s'il existe des emplois de volontaires de carrière vacants et si l'intéressé réunit les conditions imposées pour occuper un de ces emplois. Si le rengagement n'a pas encore pris cours, le Ministre de la Défense nationale peut l'annuler à la demande de l'élève.

CHAPITRE II. - DES RENGAGEMENTS.

Article 5.-

La durée du rengagement à la force terrestre est de un, deux, trois, quatre ou cinq ans au choix de l'intéressé.

Toutefois, une durée déterminée qui ne peut excéder cinq ans peut être imposée, lors de l'appel des candidats, lorsque les nécessités de l'encadrement, les exigences de fonctions spéciales ou d'études le justifient.

Article 6.-

§ 1er. La durée du rengagement du personnel navigant de la force aérienne est de :

1° cinq ans pour les militaires en congé illimité ou définitivement congédiés qui sont candidats-élèves, ainsi que pour les militaires en activité de service qui changent d'emploi dans le personnel navigant ou qui sont transférés d'une autre catégorie dans ce personnel;

.../...

2° un, deux, trois, quatre ou cinq ans au choix des intéressés dans les autres cas.

La durée du rengagement du militaire en activité de service fixée au 1°, est réduite de la durée du temps de service restant encore à accomplir en vertu de l'engagement ou du rengagement en cours ou du terme de service actif comme milicien; il n'est pas tenu compte, pour le calcul de cette réduction, des fractions d'année.

§ 2. La durée du rengagement du personnel technicien ou d'administration de la force aérienne est de :

1° quatre ou trois ans pour les militaires en congé illimité ou définitivement congédiés, ainsi que pour les militaires en activité de service qui changent d'emploi, suivant qu'ils sont recrutés ou non pour un des emplois spécialisés fixés lors de l'appel des candidats;

2° un, deux, trois, quatre ou cinq ans au choix des intéressés dans les autres cas.

Article 7.-

La durée du rengagement à la force navale est de trois ans pour les militaires en congé illimité ou définitivement congédiés, les miliciens et les militaires en activité de service dans une autre force.

Elle est de un, deux, trois, quatre ou cinq ans au choix de l'intéressé pour les militaires en activité de service à la force navale.

.../...

Article 8.-

La durée du rengagement des candidats-élèves aux écoles attachées à l'une des trois forces lorsqu'ils possèdent déjà la qualité de militaire, est de cinq ans; l'article 4 est applicable à ce rengagement.

CHAPITRE III. - DES ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS DES OUVRIERS MILITAIRES SALARIES.

Article 9.-

La durée de l'engagement ou du rengagement des ouvriers militaires salariés est d'un an s'ils occupent un emploi assimilé à une fonction classée dans la 4ème ou dans la 3ème catégorie des agents de l'Etat, ou de deux ans s'ils occupent un emploi assimilé à une fonction classée dans la 2ème catégorie des agents de l'Etat.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 10.-

Le présent arrêté n'est pas applicable aux candidats élèves de l'Ecole royale militaire et de l'Ecole du service de santé.

.../...

Article 11.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Artikel 1 bepaalt dat de duur van de dienstverbintenis bij de landmacht en bij de zeemacht ten hoogste drie en in sommige uitzonderingsgevallen vijf jaar bedraagt.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen heeft de luchtmacht een andere regeling dan de land- en zeemacht, om te verhinderen dat een militair, die ingevolge een verbintenis meer dan drie jaar dienst heeft gedaan, zou verplicht worden in geval van verbreking van zijn verbintenis nog zijn dienstplichttermijn te volbrengen, zoals bij artikel 83, tweede lid, van de wet van 15 Juni 1951 is voorgeschreven.

Voor zover die verschillende regelingen op gelijksoortige toestanden toepasselijk zijn, is de Raad van State van advies dat het ontwerp uit een oogpunt van coördinatie te kort schiet.

II.

De artikelen 4, derde lid, 6, 1), tweede lid, en 11 van het ontwerp zijn een herhaling van het bepaalde in de artikelen 10 en 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 September 1952.Die bepalingen moeten wegvallen omdat het niet wenselijk is dat bepalingen door de Koning uitgevaardigd, in een ministerieel besluit worden overgenomen.

.../...

III.

Artikel 17 van het koninklijk besluit van 3 September 1952 bepaalt dat de Minister in sommige omstandigheden en volgens modaliteiten die hij vaststelt wederdienstnemingen op korte termijn kan voorschrijven.

Artikel 8 van het ontwerp heeft alleen tot doel in herinnering te brengen, dat de Minister voor elke aanwerving afzonderlijk nader zal bepalen aan welke voorwaarden zal moeten voldaan worden.

Daar die bepaling geen reglementair karakter heeft, kan zij wegvallen.

IV.

Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp wil de loontrekkende militaire werkman een nieuwe dienstverbintenis voor onbepaalde duur laten ondertekenen na voor een definitieve toelatingsproef te zijn geslaagd. Zodanige proef is echter niet voorzien in het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel der inrichtingen en diensten van het leger, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939 dat nog altijd van kracht is. Die bepaling moet derhalve worden geschrapt.

\+

\+ \+

Voorts zijn in het ontwerp slechts vormwijzigingen aan te brengen, die geen commentaar behoeven; zij zijn opgenomen in de hierna volgende tekst :

MINISTERIEEL BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE DUUR DER VRIJWILLIGE DIENSTNEMINGEN EN WEDERDIENSTNEMINGEN.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op artikel 79;

Gelet op het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel der inrichtingen en diensten van het leger, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939, namelijk op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 September 1952 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- DIENSTNEMINGEN.

Artikel 1.-

De duur van de dienstverbintenis bij de landmacht en bij de zeemacht bedraagt drie jaar.

.../...

Nochtans kan een bepaalde duur, van niet meer dan vijf jaar, bij de oproeping der candidaten worden opgelegd wanneer de kaderbehoeften of de vereisten van bijzondere functies of van studies zulks rechtvaardigen.

Artikel 2.-

De duur van de dienstverbintenis voor het varend personeel der luchtmacht bedraagt twee jaar; samen met hun dienstverbintenis ondertekenen de candidaten een nieuwe dienstverbintenis van drie jaar, ingaande op het einde van hun dienstverbintenis.

De duur van de dienstverbintenis bij het technisch of bestuurspersoneel van de luchtmacht bedraagt drie jaar; zo de candidaten geroepen worden om gespecialiseerde functies, bepaald bij de oproeping van de candidaten, te vervullen, ondertekenen zij samen met hun dienstverbintenis een nieuwe dienstverbintenis van één jaar, ingaande op het einde van hun dienstverbintenis.

Artikel 3.-

De duur van de dienstverbintenis der candidaat-leerlingen voor de scholen verbonden aan een der drie machten, bedraagt drie jaar; samen met hun dienstverbintenis ondertekenen de candidaten een nieuwe dienstverbintenis van twee jaar, ingaande op het einde van hun dienstverbintenis.

.../...

Artikel 4.-

De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de leerling van een der scholen, verbonden aan de landmacht, aan de zeemacht en aan de categorieën van het technisch of bestuurspersoneel van de luchtmacht, die ten gevolge van een mislukking zijn studies niet mag voortzetten, kan worden verbroken met drie maanden opzegging bij toepassing van het koninklijk besluit van 3 September 1952.

Nochtans kan de Minister van Landsverdediging op advies van de hiërarchische meerderen die leerling toelating geven, om zijn dienstnemings- en wederdienstnemingstermijn in een eenheid van een der drie machten te voleinden, indien er betrekkingen van beroepsvrijwilliger vacant zijn en indien de belanghebbende voldoet aan alle voorwaarden die voor het bekleden van een dier betrekkingen zijn opgelegd. Indien de nieuwe dienstverbintenis nog niet is ingegaan, kan de Minister van Landsverdediging haar op verzoek van de leerling vernietigen.

HOOFDSTUK II.-WEDERDIENSTNEMINGEN.

Artikel 5.-

De duur van de nieuwe dienstverbintenis bij de landmacht bedraagt een, twee, drie, vier of vijf jaar naar keuze van de belanghebbende.

.../...

Nochtans kan een bepaalde duur, van niet meer dan vijf jaar, bij de oproeping der candidaten worden opgelegd wanneer de kaderbehoeften of de vereisten van bijzondere functies of van studies zulks rechtvaardigen.

Artikel 6.-

§ 1. De duur van de nieuwe dienstverbintenis van het varend personeel van de luchtmacht bedraagt :

1° vijf jaar voor de met onbepaald verlof zijnde of definitief afgedankte militairen die candidaat-leerling zijn, evenals voor de militairen in werkelijke dienst die in het varend personeel van betrekking veranderen of die van een andere categorie naar dat personeel worden overgeplaatst;

2° een, twee, drie, vier of vijf jaar naar keuze van de belanghebbenden in de andere gevallen.

De onder 1° bepaalde duur van de nieuwe dienstverbintenis van de militair in werkelijke dienst wordt verminderd met de duur van de diensttijd, die nog moet volbracht worden krachtens de lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis of van de termijn van werkelijke dienst als dienstplichtige; voor het berekenen van die vermindering wordt geen rekening gehouden met de gedeelten van een jaar.

§ 2. De duur van de nieuwe dienstverbintenis van het technisch of bestuurspersoneel van de luchtmacht bedraagt :

.../...

1° vier of drie jaar voor de met onbepaald verlof zijnde of definitief afgedankte militairen, evenals voor de militairen in werkelijke dienst die van betrekking veranderen, naargelang zij al dan niet zijn aangeworven voor een der gespecialiseerde betrekkingen, bepaald bij de oproeping der candidaten;

2° een, twee, drie, vier of vijf jaar naar keuze van de belanghebbenden in de andere gevallen.

Artikel 7.-

De duur van de nieuwe dienstverbintenis bij de zeemacht bedraagt drie jaar voor de met onbepaald verlof zijnde of definitief afgedankte militairen, de dienstplichtigen en de militairen in werkelijke dienst bij een andere macht.

Hij bedraagt een, twee, drie, vier of vijf jaar naar keuze van de belanghebbende voor de militairen in werkelijke dienst bij de zeemacht.

Artikel 8.-

De duur van de nieuwe dienstverbintenis der candidaat-leerlingen voor de scholen verbonden aan een der drie machten, wanneer zij reeds de hoedanigheid van militair bezitten, bedraagt vijf jaar; artikel 4 is op die nieuwe dienstverbintenis toepasselijk.

.../...

HOOFDSTUK III.-DIENSTNEMINGEN EN WEDERDIENSTNEMINGEN VAN DE LOONTREKKENDE MILITAIRE WERKLIEDEN.

Artikel 9.-

De duur van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de loontrekkende militaire werklieden bedraagt één jaar zo zij een betrekking bekleden die gelijkgesteld is met een ambt dat in de vierde of derde categorie van het Rijkspersoneel is gerangschikt, of twee jaar zo zij een betrekking bekleden die gelijkgesteld is met een ambt dat in de tweede categorie van het Rijkspersoneel is gerangschikt.

HOOFDSTUK IV.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 10.-

Dit besluit is niet toepasselijk op de candidaat-leerlingen voor de Koninklijke Militaire School of voor de School van de gezondheidsdienst.

Artikel 11.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel, de .

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	G.DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.